
PREFECTURE DES VOSGES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
ET DES PROCEDURES EAU

ARRETE

N° 225/2000

Autorisant la Société EST ARGENT à exploiter des activités de collecte et regroupement de déchets provenant des industries graphiques, photographiques et de radiologie, ainsi que la récupération de métaux à partir de bains argentiques sur le territoire de la commune de Saint-Michel-sur-Meurthe.

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 modifiée relative à la protection de la nature et son décret d'application,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 modifiée relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement et les textes pris pour son application,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 susvisée,

VU la demande présentée le 3 décembre 1998, complétée le 1^{er} février 1999 par laquelle Monsieur Gérard STAIQULY, Président Directeur Général de la Société EST-ARGENT, dont le siège social se trouve Parc d'activités - B.P. 22 - 88470 SAINT-MICHEL-SUR-MEURTHE, sollicite l'autorisation de poursuivre l'exploitation des activités exercées dans son établissement situé sur le territoire de la commune de Saint-Michel-sur-Meurthe,

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

VU l'avis de classement de l'inspecteur des installations classées en date du 12 février 1999,

VU la décision n° 99-37 CE du 25 février 1999 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nancy, désignant Mlle Adèle VINCENT en qualité de commissaire enquêteur,

VU l'arrêté préfectoral n° 523/99 du 4 mars 1999 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique dans la commune de Saint-Michel-sur-Meurthe du 30 mars au 30 avril 1999 inclus,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur reçus à la Préfecture le 27 mai 1999,

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur,

VU les avis des Conseils Municipaux et des services consultés,

VU les arrêtés préfectoraux n° 2102/99 du 26 août 1999 et n° 3027/99 du 26 novembre 1999 prolongeant le délai d'instruction imparti au Préfet par l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pour statuer sur la présente demande,

VU les rapport et projet d'arrêté en date du 4 novembre 1999 établis par l'Inspecteur des Installations Classées pour présentation au Conseil Départemental d'Hygiène,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 15 décembre 1999,

VU le projet d'arrêté envoyé pour observations éventuelles au pétitionnaire le 20 décembre 1999,

CONSIDERANT que ce dernier n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté,

CONFORMEMENT aux plans et descriptions produits dans le dossier de demande d'autorisation,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges,

ARRETE

ARTICLE 1

La société EST ARGENT S.A., dont le siège social est situé Parc d'activités – B.P. 22 – 88470 SAINT MICHEL SUR MEURTHER, est autorisée à exploiter des activités de collecte et regroupement de déchets industriels banals, de résidus urbains et de déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD), provenant des industries graphiques, photographiques et de radiologie, ainsi que la récupération de métaux à partir de bains argentiques, sur le territoire de la commune de SAINT MICHEL SUR MEURTHER.

Les activités exercées sont classées sous les rubriques suivantes de la nomenclature :

Numéro	Activités	A/D	Observations
167 C	Traitement de déchets industriels provenant d'installations classées	A 2 km	Capacité totale de l'installation : 200 t/an
167 A	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	A 1 km	Capacité totale de l'installation: 800 t/an
322 A	Station de transit de déchets assimilables aux déchets ménagers	A 1 km	Capacité totale de l'installation: 200 t/an

La quantité maximale de déchets regroupés et stockés dans l'établissement est fixée de la sorte :

Nature des déchets	Quantité maximale stockée
Bains de fixateur et blanchiment fixateur	Stockés après traitement dans deux citernes de 12 m ³ chacune
Bains de révélateur films	Stockés sans traitement avec les bains de fixateur traités dans les citernes de 12 m ³
Bains de révélateur plaque	10 m ³ regroupés dans des conteneurs auto-rétentif de 1.000 litres et stockés dans le coffre conteneur
Résidus argentifères	100 kg regroupés et stockés en fût
Plaques d'impression en aluminium	10 tonnes regroupées et stockées sur palettes
Feuilles de plomb de protection des films de radiographie industrielle	1 tonne regroupée et stockée sur palettes
Films de développement	15 tonnes regroupées et stockées sur palettes
Solvants d'imprimerie	5 tonnes regroupées en conteneurs de 600 à 1.000 litres et bidons de 200 litres et stockées dans le coffre conteneur
DTQD composés de solutions acides et basiques, d'hydrocarbures, sels de métaux, solvants de nettoyage et emballages souillés	Sans traitement et sans regroupement, 2 tonnes en bidons de 2 à 60 litres stockées dans le coffre conteneur

ARTICLE 2

Pour l'exploitation de son établissement, la société EST ARGENT est tenue de se conformer aux prescriptions suivantes :

2.1 Règles de caractère général

2.1.1 Les installations doivent être disposées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, tant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Tout projet de modification à apporter à ces installations doit être, avant réalisation, porté à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires.

2.1.2 Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux activités exploitées dans l'établissement qui, bien que ne relevant pas de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers ou inconvénients présentés par celles-ci.

2.1.3 Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses doivent être prises :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les surfaces doivent être engazonnées où cela est possible,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

2.1.4 L'installation sera construite, équipée et exploitée de manière à éviter que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de dangers ou inconvénients visés à l'article premier de la Loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment, par la mise en œuvre de technologies propres.

2.1.5 Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

2.1.6 Le respect des prescriptions ci-dessous ne fait pas obstacle aux prescriptions particulières applicables à certaines matières dangereuses fixées par le Code du Travail.

2.1.7 L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation ;
- les plans de l'ensemble des installations et de chaque équipement annexe ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les résultats des mesures de contrôle, des rapports de visite réglementaires et les justificatifs d'élimination des déchets. Ces documents doivent être conservés pendant 5 ans ;
- les résultats des dernières mesures sur le bruit ;
- les registres prévus dans l'arrêté.

2.1.8 L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.

2.1.9 L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveau sonore ou de vibrations.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

2.1.10 Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

2.1.11 Lorsque l'installation cessera son activité, l'exploitant devra en informer le préfet un mois au moins avant la date prévue de cessation. Il sera joint à la notification d'arrêt des travaux, conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

2.1.12 L'exploitant réalisera un bilan annuel d'activité, récapitulatif des mouvements d'entrée et de sortie des déchets collectés auprès des industries graphiques, photographiques et de radiologie. Devront figurer également les faits importants de l'exploitation et les rapports de contrôle. Ce document sera transmis à l'inspecteur au plus tard au mois de mars de l'année suivante.

Aménagement

2.1.13 L'installation est munie d'une alarme automatique et entourée d'une clôture en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant l'accès au site.

Un portail fermant à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

2.1.14 L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

2.1.15 L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

2.1.16 Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables.

2.1.17 Toutes dispositions appropriées sont prises pour éviter l'envol ou le déversement des

déchets collectés hors de la zone de réception.

2.1.18 Toutes dispositions sont prises afin qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les milieux naturels.

En particulier, tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 l ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 l.

2.1.19 Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui doivent être maintenu fermés.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident seront éliminés comme les déchets collectés et dans des conditions conformes au présent arrêté.

2.1.20 Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

A l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent être fermés, ils portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

2.1.21 Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

2.1.22 Les activités de réception, de traitement et de regroupement de déchets collectés seront effectuées dans un bâtiment fermé, suffisamment dimensionné.

Toute activité de réception, de stockage, de traitement et de regroupement de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sera effectuée sur des aires étanches, incombustibles et aménagées pour la récupération des fuites et des eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Ces aires doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

2.1.23 L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

2.1.24 La capacité de transit de l'installation sera au moins égale au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale. Les déchets seront stockés conformément au tableau de l'article 1.

2.1.25 Les accès au site doivent pouvoir faire objet d'un contrôle visuel permanent.

2.1.26 La voirie, l'aire de réception et les aires de vidage seront maintenues propres en permanence et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.

2.1.27 Toutes dispositions appropriées seront prises pour éviter l'envol ou le déversement des déchets hors des conteneurs, casiers ou récipients de réception.

2.1.28 Des dispositifs de niveau équipent les deux cuves contenant les bains de fixateur et de révélateur films. Ces réservoirs seront munis d'une alarme de niveau haut asservie à la pompe d'alimentation des réservoirs.

Exploitation

2.1.29 Les déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) collectés ne feront l'objet d'aucun traitement ou regroupement et ne devront pas être entreposés plus de 90 jours sur le site. Le stock global de produits doit être inférieur à tout moment aux quantités réceptionnées au cours des 2 mois précédents.

2.1.30 Les déchets seront évacués en totalité vers des centres de traitement autorisés. Toute modification de la destination des déchets en cours d'exploitation du site sera notifiée à l'inspection des installations classées.

2.1.31 Afin de permettre de procéder aux enquêtes, vérifications et contrôles qui peuvent être demandés, l'exploitant doit archiver des échantillons de la façon suivante :

- l'exploitant prélève pour les déchets regroupés :
 - un échantillon de tout arrivage et les archive 1 mois ;
 - de tout enlèvement et les archive 1 mois après le départ ;
 - de tout regroupement et les archive 2 mois après le mélange.
- pour les déchets stockés sans traitement ni regroupement, l'exploitant prélève un échantillon de tout déchet (sauf ceux en fûts fermés qui doivent être étiquetés), les archive et les conserve 1 mois après leur départ.

2.1.32 L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets en transit qu'il reçoit par les contrats passés avec les industries graphiques, photographiques et de radiologie.

2.1.33 Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

2.1.34 Avant d'accepter un déchet, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs aux producteurs.

La conformité de la livraison est vérifiée dans un local par des tests simples et rapides, ils reprennent une ou deux caractéristiques essentielles du déchet.

Le local où seront effectuées les analyses et rassemblés les échantillons, doit disposer au minimum du matériel suivant :

- tests de brûlage : coupelle inox, bec bunsen, papier pH, fil de cuivre ;
- tests physico-chimique : pH mètre ou papier pH ;
- tests densimétriques : balance de précision fine.

2.1.35 Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, les résultats des tests ou analyses de réception (ou la référence de la fiche d'analyse) s'il y a lieu, les modalités de transport et l'identité du transporteur. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie du centre de transfert fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, l'origine, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.1.36 A la livraison des déchets (sortie du centre), l'exploitant procédera à un échantillonnage et une vérification identique à ceux réalisés lors de l'entrée dans le centre de transit, conformément au point 2.1.34.

2.1.37 Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspecteur des installations classées.

2.1.38 Le triage des déchets en transit est interdit.

2.1.39 Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et nettoyés avant la fermeture journalière. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

2.1.40 Les matériels de manutention seront régulièrement entretenus. Des matériels de secours seront prévus pour pallier la défaillance des équipements habituellement utilisés ; ils devront pouvoir être amenés sans délai.

2.1.41 L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets stockés.

2.1.42 L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et disposant de moyens d'analyses et d'investigations qui leur sont nécessaires tant pour respecter les prescriptions du présent arrêté que les règles de l'art.

2.1.43 Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir accès libre à l'installation.

2.1.44 Sont interdits tous déversements, écoulements, rejets directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la

modifié
HP 1781/2008
modifié
AR 156/2013

conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Transvasement

2.1.45 Avant de charger ou de faire procéder au chargement de tout véhicule, l'exploitant s'assure que :

- le matériau constitutif de la cuve ou benne est compatible avec le déchet devant y être transporté ;
- le véhicule est propre et que les traces éventuelles du précédent chargement ont été nettoyées ou qu'elles ne présentent pas d'incompatibilité.

2.1.46 L'exploitant s'assure préalablement de la compatibilité des moyens de transvasement, chargement, déchargement (pompe, flexible, chariot élévateur, ...) avec les déchets et que ces opérations ne donnent pas lieu à des écoulements et émissions de déchets.

2.2 Prévention de la pollution des eaux

2.2.1 Tous prélèvements, consommations et rejets d'eaux à des fins industrielles sont interdits.

2.2.2 Un schéma du réseau d'alimentation en eau et des égouts doit être établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté.

2.2.3 Les eaux utilisées par l'établissement seront uniquement destinées à usage sanitaire et au nettoyage des bureaux. Ces eaux seront fournies par le réseau public de la commune de SAINT MICHEL SUR MEURTHE. Les rejets seront dirigés vers la station d'épuration de SAINT-DIE.

Toutes dispositions sont prises dans l'exploitation pour éviter, à l'occasion d'une mise en dépression du réseau public d'alimentation en eau, tout phénomène de retour d'eau susceptible de polluer le réseau.

2.2.4 Les eaux pluviales de ruissellement en provenance de toutes les surfaces extérieures du bâtiment seront dirigées vers le fossé de collecte de la zone d'activités.

2.2.5 En cas de dysfonctionnement ou de pollution constatée, l'inspecteur des installations classées pourra demander à l'exploitant de mener des campagnes d'analyse sur les rejets de l'installation.

2.3 Pollution atmosphérique

2.3.1 Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des poussières, des odeurs ou des gaz odorants toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

2.4 Prévention du bruit

2.4.1 L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou voie solide susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

2.4.2 Les dispositions du présent titre sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins visés au paragraphe 2.4.4 ci-après.

2.4.3 Afin de respecter les valeurs d'urgence définies à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement ne devront pas excéder les seuils fixés dans le tableau ci-dessous :

Emplacement des points de contrôle	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)
	Jours ouvrables 7h à 22h
Limites de propriété côté Nord et Ouest	55
Limites de propriété côté Sud et Est	50

2.4.4 Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

2.4.5 L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.4.6 L'exploitant fera réaliser, au moins tous les trois ans, un contrôle de la mesure du bruit aérien et de l'urgence due au fonctionnement de son installation. Les mesures seront faites selon la méthode indiquée ci-dessus. Elles seront effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

2.5 Elimination des déchets de l'établissement

2.5.1 D'une manière générale, les déchets produits par l'établissement devront être triés puis entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou élimination ultérieure.

Dans l'attente de leur élimination, les déchets seront stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risques de pollution.

2.5.2 En application de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, les déchets qui ne peuvent pas être valorisés seront éliminés dans des conditions propres à éviter de porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Tous les déchets seront éliminés dans des installations autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant devra s'en assurer et pouvoir en justifier à tout moment.

2.5.3 Tout brûlage à l'air libre est interdit.

2.5.4 Conformément au décret n° 79.981 du 21 novembre 1979 modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées, les huiles minérales ou synthétiques usagées seront remises à un ramasseur agréé pour le département des Vosges.

2.6 Lutte contre l'incendie

Conception des bâtiments et accès

2.6.1 Le bâtiment et les locaux sont conçus, implantés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les lieux présentant des risques importants d'explosion seront munis de dispositifs permettant de limiter les effets d'une éventuelle explosion (ventilation continue, événements, surfaces à l'air libre, bardages légers...).

Le bâtiment et l'aire de circulation extérieure doivent être conçus de manière à permettre en cas de sinistre, l'intervention des engins de secours. La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services de secours.

Les zones de stockage à risque d'incendie ne doivent pas se trouver à plus de 10 m d'une issue donnant sur l'extérieur.

Moyens de prévention et de lutte

2.6.2 L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, définis sous la responsabilité de l'exploitant, tels que :

notifié
AP 156/2013

- 5 extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur l'aire extérieure et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles, toujours facilement accessibles et visiblement signalés. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits utilisés ou stockés ;
- une réserve de sable maintenu meuble et sec avec pelles ;
- des produits d'absorption, neutralisants ;
- des matériels spécifiques d'intervention (masques, combinaisons,...).

L'exploitant mettra en œuvre au moins les moyens décrits dans son dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant s'assurera trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue, aisément accessibles, en bon état extérieur et portent une marque de vérification valide.

2.6.3 Le personnel sera entraîné au maniement des moyens de secours.

Installations électriques

2.6.4 Un éclairage de sécurité sera installé au-dessus de chaque issue.

2.6.5 L'installation électrique devra être conçue et réalisée de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes ou inflammables et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant de leur enveloppe, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques.

Les appareils et masses métalliques (machines, manutention, etc..) exposés aux poussières devront être mis à la terre et reliés électriquement entre eux par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'art et sera distincte de celle du paratonnerre éventuel. La valeur des résistances de terre sera conforme aux normes en vigueur.

Vérification périodique des installations électriques

2.6.6 Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par les textes relatifs à la réglementation du travail.

Localisation des risques

2.6.7 L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des déchets stockés, traités ou regroupés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque

(incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé.

Matériel électrique de sécurité

Dans les parties de l'installation visées au point 2.6.7, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.

Elles doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

2.6.9 Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants parasites.

Interdiction des feux

2.6.10 Dans les parties de l'installation, visées au point 2.6.7, présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

"Permis de travail" et/ou "permis de feu" dans les parties de l'installation visées au point 2.6.7

2.6.11 Dans les parties de l'installation visées au point 2.6.7, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Consignes

2.6.12 Une consigne prévoyant la conduite à tenir en cas d'incendie sera diffusée à tous les membres du personnel, ceux-ci seront périodiquement entraînés à l'application de la consigne. Elle sera aussi affichée à l'intérieur de l'établissement dans les lieux fréquentés par le personnel.

Elle précisera notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- la composition de l'équipe d'intervention et la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ;
- le fonctionnement des alarmes ainsi que des différents dispositifs de sécurité et la périodicité de leurs vérifications.

Cette consigne sera communiquée à l'inspecteur des installations classées.

2.7 Vérifications et contrôles

2.7.1 Tous les contrôles et vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, devront être réalisés périodiquement et faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications ;
- personne ou organisme chargé de la vérification ;
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un incident, et dans ce cas nature et cause de l'incident.

Ce registre devra être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

2.7.2 Des exercices incendie seront réalisés périodiquement avec la participation de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours. Un plan d'intervention sera établi en liaison avec ces mêmes Services.

2.8 Véhicules

2.8.1 L'exploitant vérifie tous les véhicules transitant dans l'installation, même s'il n'en est pas propriétaire ou gestionnaire. Il s'assure que les transporteurs collecteurs dont il emploie les services respectent les règles de l'art en matière de transport et que les véhicules sont notamment conformes aux prescriptions du règlement sur les matières dangereuses.

FIN D'EXPLOITATION

ARTICLE 3

Avant son abandon, le site devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients prévus à l'article premier de la Loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 4

L'Administration se réserve le droit de prescrire en tout temps, toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires à la protection de la santé publique.

Elle se réserve, en outre, le droit de révoquer la présente autorisation dans le cas où elle présenterait de sérieuses menaces pour la salubrité publique et ce, sans que le titulaire puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à un dédommagement quelconque.

ARTICLE 5

En cas de contravention dûment constatée aux dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être retirée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés, afin de faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande ou indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

ARTICLE 7

En application de l'article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le délai de recours devant le Tribunal Administratif de Nancy est fixé à :

-deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision,

-quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 8

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges, le Sous-Préfet de Saint-Dié, l'Inspecteur des Installations Classées et le Maire de Saint-Michel-sur-Meurthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché pendant un mois en mairie, en permanence et de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire et un avis au public inséré dans deux journaux locaux aux frais de la Société Est Argent.

Epinal, le 13 janvier 2000

Pour ampliation,

Pour le Secrétaire Général
et par délégation,

Le Chef de Bureau,

Sylvie BAUDON



Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Christophe BAY